



[Abonnez-vous](#) au bulletin bimensuel, lire en ligne ou [téléchargez une version PDF](#)

Bulletin de l'ISP sur la privatisation : 16 février 2018

« Il est temps de mettre fin à l'escroquerie des politiques de privatisation, qui ont causé un tort considérable à nos services publics et volé des milliards de livres sterling au secteur public », déclare Jeremy Corbyn, le dirigeant du Parti travailliste britannique dans une vidéo tournée après l'effondrement de Carillion. « Avec la privatisation, c'est la même histoire qui se répète encore et toujours : coûts exorbitants, inefficacité, protection excessive d'entreprises irresponsables. Le Parti travailliste va reprendre le [contrôle de nos services publics et bâtir un pays qui fonctionne efficacement pour le plus grand nombre, pas pour quelques personnes](#) », a-t-il annoncé à la clôture de la récente conférence des travaillistes intitulée « Modèles alternatifs de propriété ».



Pour en savoir plus sur le scandale de Carillion :

- **John McDonnell, député travailliste de la circonscription d'Hayes et Harlington et chancelier de l'opposition** : [Le scandale de Carillion doit enterrer une fois pour toutes l'escroquerie du dogme des initiatives de financement privé](#)
- **Polly Toynbee** : [Ce n'est pas seulement Carillion. C'est tout le mythe de la privatisation qui se révèle au grand jour](#)
- **George Monbiot** : [Les patrons des initiatives de financement privé nous ont tous escroqués. Et maintenant ils s'en vont](#)

PPP : une exagération trompeuse à la Trump néfaste pour l'Agenda 2030

Manuel F. Montes, conseiller principal en matière de finances et de développement de l'organisation intergouvernementale [South Centre](#), écrit sur son blog intitulé « [Les partenariats public-privé sont la réponse... Vous pouvez répéter la](#)

[question ?](#) » que « dans les discussions en cours aux Nations Unies sur la réalisation de l'Agenda 2030, il est aujourd'hui de rigueur de mettre en avant le rôle du secteur privé, qui est souvent présenté comme si l'on venait de découvrir que l'investissement et le financement privés étaient indispensables pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030. Pour les diplomates des pays développés et leurs experts, cette nouvelle manière de traiter le secteur privé comme une célébrité est un acte de foi, au moins pendant les négociations sur les questions économiques discutées aux Nations Unies. Cette exagération trompeuse à la Trump est techniquement néfaste à l'élaboration de politiques de développement et à l'Agenda 2030 ».

Le New York Times a publié un [article d'opinion rédigé par la Présidente de l'organisation Corporate Accountability, Kelle Louaillier](#), qui établit un lien entre le programme de Trump sur les infrastructures, la volonté de privatiser plus et le rôle de la Banque mondiale. L'article dénonce l'impact que le programme d'infrastructures de Trump pourrait avoir sur l'eau aux États-Unis et lève le voile sur la réalité de ce plan : il s'agit d'un programme favorable à la privatisation qui risque de mettre en danger les services essentiels, d'enrichir le secteur privé et de faire payer la facture aux citoyens ordinaires. La [proposition de budget](#) de Trump, les « [principes](#) » sur les infrastructures qu'il a annoncés en mai et les [préceptes du plan divulgué](#) le mois dernier convergent tous vers un plan qui donnerait la priorité à des projets privilégiant le financement et le revenu, sans accorder beaucoup de considération à la valeur sociale. Autrement dit, les améliorations des infrastructures ne vont pas bénéficier à ceux qui en ont le plus besoin, à savoir les communautés noires, de couleur ou à faible revenu, qui souffrent déjà le plus des conséquences de la dégradation des infrastructures.

Cette question est particulièrement troublante dans le domaine de l'eau, où le [bilan](#) des systèmes privés à but lucratif est désastreux. La gestion de l'eau doit être confiée aux citoyens, pas aux entreprises.

Afrique & pays arabes

La campagne syndicale visant à [lutter contre la phase II du système d'eau d'Adiyari](#), qui représente une menace considérable pour la sécurité de l'eau dans la capitale nigérienne, gagne du terrain. Les dirigeants des affiliés de l'ISP au Nigeria et de l'ONG *Environmental Rights Action* (ERA) ont organisé une table ronde pour discuter de cette question de manière approfondie et définir un plan.



L'ONG **Environmental Rights Action** associée à **Friends of the Earth Nigeria (ERA/FoEN)** a adressé une requête au président Muhammadu Buhari pour [qualifier l'accès à l'eau de droit humain dans la Constitution nigériane](#). « Le responsable d'ERA/FoEN en charge des médias et des campagnes, **Philip Jakpor**, déclare qu'il a été décidé de rendre publique cette requête parce que le courrier adressé un mois plus tôt à la présidence est resté sans réponse. Il précise : 'Nous tenons absolument à ce que notre demande d'inscrire l'eau comme droit humain soit soutenue par le gouvernement à tous les niveaux. **Même si nous militons contre la privatisation de l'eau à Lagos, nous devons tout de même exiger des mesures au niveau fédéral sous la forme d'une disposition constitutionnelle sur le droit humain à l'eau**' ». Par ailleurs, ERA/FoEN « **désapprouve la Banque mondiale et le secteur privé de l'eau et les accuse d'encourager de plus en plus souvent la privatisation de l'eau ou la mise en place de PPP dans de nombreux États du pays**, en particulier celui de Lagos, où la compagnie Lagos State Water Corporation (LWC) **tient absolument à mettre en place un système de PPP qui a échoué dans d'autres régions du monde** ».

Afrique du Sud : Des citoyens militants s'organisent pour défendre leur [droit humain à l'eau](#) et **résister aux personnes qui se servent de la crise de l'eau du Cap pour encourager la privatisation**. « Le 15 janvier, plus de 60 organisations (habitants, travailleurs, petits agriculteurs, associations de défense des droits) se sont rassemblées pour former la **Water Crisis Coalition (WCC)** (Coalition de la crise de l'eau). Notre première action fut d'obliger la municipalité à prolonger jusqu'au 31 janvier la période d'observation pour soumettre des propositions d'amendement concernant les arrêtés municipaux sur l'eau. (...) **Cette crise sert-elle de prétexte à la privatisation des ressources et de l'approvisionnement en eau ?** » [*Cape Times*, 26 janvier 2018]. La WCC affirme « [que la municipalité du Cap semble succomber à une stratégie de privatisation de l'eau](#) » et exige [l'interdiction de faire appel aux cabinets de conseil privés pour les questions liées à l'eau](#).

Algérie : Le Président Bouteflika a émis une ordonnance pour rappeler que [toute décision relative à la privatisation d'entreprises publiques ou à un projet de partenariat public-privé était « subordonnée à l'accord préalable du chef de l'État »](#).

Angola : Les autorités annoncent [la fin de la privatisation des services fournis par la clinique « internationale », des services de pharmacie et des consultations externes de l'hôpital général de Benguela](#). Le responsable de la Direction provinciale de Benguela de la santé a expliqué que le projet de privatisation des services de santé au sein des hôpitaux publics **violait les normes du règlement du ministère de la Santé**.

Arabie saoudite/France : La [privatisation du système d'eau saoudien](#) « pourrait générer au cours de la prochaine période des revenus d'exploitation annuels de 4 à 5 milliards USD pour les participants du secteur privé ». Pour se préparer à cette éventualité et à d'autres projets au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, **Veolia « prévoit d'injecter environ 200 millions USD dans des projets du secteur de l'eau, de l'énergie et de la dessalinisation de l'eau »**.

Bénin : La **Confédération syndicale des travailleurs du Bénin (CSTB)** a appelé à la grève pour demander au gouvernement d'abroger les lois qui refusent le droit de grève aux personnels de la santé et de la justice, ainsi qu'aux paramilitaires et aux magistrats. La CSTB [exige également l'arrêt du processus de privatisation des sociétés, services publics et parapublics](#), la réintégration des agents licenciés des sociétés, services et entreprises privatisés ou liquidés, la fin du processus de licenciement en vigueur depuis 2008, le paiement du reste de leur contrat et des arriérés de salaire.

Kenya/Afrique de l'Est : **Patrice Fonlladosa, le Directeur général de Veolia Afrique**, accompagnera Pierre Gattaz, le Président de l'association française des employeurs, Medef International, lors d'un voyage à Nairobi et à Addis-Abeba du 5 au 9 mars « dans l'objectif de dynamiser l'activité commerciale de la France dans ces pays »

[*Indian Ocean Newsletter*, 9 janvier 2018]. Veolia Afrique est présente [dans la gestion des services d'eau, d'assainissement, de déchets et d'énergie](#).

Nigeria : Le directeur général de la **Bourse nigériane (NSE)**, **Oscar Onyema**, estime que la Bourse va continuer [de recourir à la privatisation pour stimuler les opérations boursières](#). « En 2018, la NSE proposera des instruments dérivés négociés en Bourse **et maintiendra son engagement auprès du gouvernement pour privatiser et faire coter en Bourse les entreprises publiques, en collaboration avec le secteur privé**. Nous prévoyons également de continuer à défendre l'adoption et la mise en œuvre de politiques favorables au marché », précise-t-il.

Ouganda : L'industrie du tourisme veut privatiser les musées publics. Amos Wekesa, **le Directeur général de Great Lakes Safaris**, déclare : « Je pense que les musées devraient être privatisés... Nous n'avons pas encore exploité le domaine de la culture alors qu'il y a un énorme potentiel. Quand on parle de culture, il est surtout question de montages... »

Rwanda : Une réunion du Réseau pour l'énergie tenue à Kampala, Ouganda, a publié une [déclaration sur la privatisation du secteur de l'énergie au Rwanda](#). Des dirigeants et des membres syndicaux ont été licenciés après avoir été accusés de soutenir les syndicalistes et de reprocher au gouvernement d'influencer l'opinion publique en faveur de la privatisation et contre les syndicats, dont l'attitude est jugée négative vis-à-vis de la privatisation. Le Réseau invite les gouvernements africains à fournir une électricité adaptée, fiable et abordable à tous les citoyens et demande de revenir sur la privatisation de tous les services de distribution d'énergie.

Tunisie : Des milliers de Tunisiens sont descendus dans la rue pour dénoncer les [mesures d'austérité et de privatisation](#) entreprises par le gouvernement [à la demande du FMI](#) et exiger un véritable changement sept ans après le renversement du régime de Ben Ali. « Nous ne manifestons pas pour la chute du système existant, du moins pas encore, déclare Mme Douzi. Nous voulons seulement de meilleures conditions de vie, **et la fin de la privatisation menée par le gouvernement**. De nombreuses personnes sont déjà vraiment dans le besoin, y compris dans la classe moyenne, mais ce projet de loi va empirer considérablement la situation », ajoute-t-elle. L'institut de recherche BMI Research affirme qu'il y a déjà eu « **d'importants changements de cap en politique** ; par exemple, l'année dernière, suite au tollé politique déclenché par l'annonce du budget de 2017 – en particulier du côté de la puissante **Union générale tunisienne du travail (UGTT)** – le gouvernement a dû faire marche arrière sur la plupart de ses grandes mesures d'assainissement budgétaire. **Si la protestation prend suffisamment d'ampleur, ou si l'UGTT commence à menacer d'organiser un mouvement de grève général, le gouvernement pourrait une nouvelle fois revenir sur les mesures prévues** ou mettre en place des mécanismes compensatoires plus solides, tels qu'une augmentation des subventions ou des dépenses salariales ». [*Emerging Markets Monitor*, 17 janvier 2018]. Le Secrétaire général de l'**UGTT, Noureddine Taboubi**, aurait déclaré [que, selon lui, le dialogue économique et social est « une illusion »](#).

Zimbabwe : Le gouvernement du nouveau Président Emmerson Mnangagwa a annoncé [la privatisation d'au moins huit entreprises publiques déficitaires](#), parmi lesquelles **la compagnie aérienne nationale, la compagnie d'électricité du pays et les banques ZB Holdings et Agribank**.

Asie Pacifique

Le gouvernement de Jakarta, en Indonésie, subit des pressions pour respecter une décision rendue en 2017 par la Cour suprême qui déclare illégales les deux concessions d'eau accordées pour 20 ans au secteur privé et oblige le gouvernement à assumer le contrôle public des services d'eau et de la gestion de l'eau en vertu des principes et des valeurs du droit humain à l'eau des Nations Unies.

Le Vice-gouverneur de Jakarta, Sandiaga Uno, [a rencontré une délégation internationale](#) composée de David Boys, Secrétaire général adjoint de l'ISP, de Satoko Kishimoto, chercheuse au Transnational Institute, et d'Anne Le Strat, ancienne Maire adjointe de Paris et Directrice d'Eau de Paris. Anne Le Strat a expliqué que la ville de Paris était passée de deux concessions privées à un unique service public d'eau intégré, en soulignant les principaux avantages de la gestion publique : plus de transparence et de contrôle public, meilleure surveillance, politiques sociales plus solides et baisse des tarifs.



Australie : « [L'austérité est un algorithme](#) » écrit Gillian Terzis après avoir examiné en détail **ce qui s'est passé en Australie lorsque le gouvernement a essayé de remplacer le personnel humain des services sociaux par un logiciel**. Terzis conclut : « Ce scandale montre que **la neutralité de la technologie procède d'un faux raisonnement**. Un outil n'est bon que si la politique qui l'a conçu l'est aussi. Ce n'est pas un hasard si la tentative de gouvernance algorithmique du gouvernement australien s'est révélée inhumaine. C'était une caractéristique propre à sa conception ».

Australie : Le personnel des services publics d'invalidité discute de la question « [Quand avez-vous découvert que les autorités de Nouvelle-Galles du Sud avaient prévu de privatiser tous les services publics d'invalidité?](#) » dans une vidéo réalisée par le syndicat de la fonction publique **Public Service Association (PSA)**. « Les services d'invalidité doivent dépendre du gouvernement, déclare un travailleur. Les personnes les plus vulnérables de la société ne peuvent pas être confiées à des organisations à but lucratif ».

Australie : **Le Secrétaire général du syndicat de la fonction publique PSA, Stewart Little**, et la Présidente du syndicat des personnels pénitentiaires **POVB, Nicole Jess**, ont célébré la Journée des prisons à l'occasion de l'inauguration du nouveau centre correctionnel Hunter, qui a été construit rapidement. « Un système correctionnel public est le plus efficace pour protéger les citoyens de Nouvelle-Galles du Sud et réinsérer les prisonniers. [Au cours de ces 12 derniers mois, une offre du secteur public a permis de laisser la prison John Morony dans le public, tandis qu'un comité parlementaire doit examiner le centre pénitentiaire privatisé Parklea situé non loin de là.](#) Je tiens à féliciter tous les membres de chaque service du secteur correctionnel pour leur expertise, leur dévouement et leur professionnalisme ».

Australie : **Gerard Hayes, le Secrétaire du syndicat de la santé Health Services Union (HSU)** salue [la décision de construire un nouvel hôpital complètement public à Maitland](#), précisant qu'il s'agit d'une « formidable

décision » pour les membres du HSU, du syndicat d'infirmières et de sages-femmes de Nouvelle-Galles du Sud *NSW Nurses and Midwives Association* et du syndicat de médecins salariés *Australian Salaried Medical Officers Federation*. « Le ministre a promis d'écouter les gens, et c'est ce qu'il a fait, **non seulement à Maitland mais dans les quatre autres hôpitaux susceptibles d'être privatisés** et c'est un aboutissement très satisfaisant pour les habitants de Nouvelle-Galles du Sud », ajoute Hayes.

Australie : L'économiste politique John Quiggin propose de [mettre fin à la privatisation en adoptant un nouveau cadre juridique de gouvernance des services publics](#). « Pour l'essentiel, **le modèle du pouvoir conféré par la loi** rompt avec l'idée selon laquelle un modèle d'entreprise, avec des directeurs responsables vis-à-vis des actionnaires, serait la meilleure solution pour dispenser des services à la population. Dans le cadre du pouvoir issu de la loi, **l'objectif du service public s'inscrit dans la gouvernance de l'organisation**, au lieu d'être imposé. Avant de devenir une entreprise commerciale, la poste australienne, Australia Post, était gérée non pas par un conseil d'administration et des directeurs généraux mais par des **commissions publiques, dans lesquelles siégeaient des représentants des clients, des travailleurs et de l'ensemble de la population ; ces commissions étaient chargées de répondre aux 'besoins sociaux, industriels et commerciaux du peuple australien en matière de services postaux'**. Après 15 ans de ce mode de fonctionnement, le coût réel des services postaux avait baissé de plus de 30%, une réduction qui tient avantagement la comparaison par rapport à la période qui a suivi la transformation de la poste en société commerciale ».

Australie : [L'ancien directeur du Business Council of Australia \(Conseil du commerce\) déclare que la dégradation du service public australien est « allée trop loin »](#). Tony Shepherd a confié à la radio nationale ABC : « Je pense vraiment que nous devons redynamiser le service public aux niveaux de l'État fédéral et des États du pays, en termes de capacité et de qualité. Je crois qu'avec **l'externalisation et la privatisation**, voyez-vous, nous sommes probablement allés un peu trop loin. Je pense qu'il faut réajuster le système. En arrière, vers le haut ».

Australie : [L'erreur de la privatisation des hôpitaux semble être enfin comprise](#). James Robertson [écrit dans le Sydney Morning Herald](#) : « **Le gouvernement maniaque de la privatisation** a envisagé très sérieusement de vendre, ou a réellement vendu, nos centres d'accueil pour les sorties scolaires, les carrières de grès historiques de Sydney (et les maçons qui les ont exploitées) et même les services en charge des titres de propriété. Mais **il y a une chose qu'il ne touchera pas, apparemment : les hôpitaux régionaux. L'annonce d'hier selon laquelle le gouvernement allait construire seul et gérer un hôpital à Maitland marque la fin d'une des plus lentes et des plus calmes volte-face de l'histoire politique récente** ».

Corée du Sud : Le gouvernement poursuit la [« privatisation totale » de la société International Taxi de Séoul](#). « La privatisation totale du service municipal – qui met en contact les chauffeurs d'International Taxi avec les étrangers en visite à Séoul – ne signifie pas nécessairement que leur emploi sera soudainement en danger, mais les chauffeurs craignent tout de même une réduction de ce service, en fonction de sa rentabilité ».

Inde : Le ministre des Finances a dévoilé ce qu'il appelle « le plus grand programme de santé du monde », dans le cadre duquel « [le gouvernement indien devra rechercher de l'argent dans le secteur privé](#) ». Ravi Kant Gupta, commissaire en charge des impôts sur le revenu au sein du gouvernement, a signalé qu'il « sera nécessaire de faire appel à des **fonds du secteur privé** et de fournir les infrastructures nécessaires pour répondre à ces énormes besoins qui restent encore à satisfaire ».

Inde : Les autorités de l'État de l'Uttar Pradesh [offrent 10% de participation aux bénéficiaires aux employés du secteur de l'électricité pour qu'ils soutiennent la privatisation](#). « Cette offre a été proposée suite à la menace des employés de l'électricité de déclencher une grève si la privatisation était mise en œuvre. (...) Les employés de l'électricité se trouvent toujours dans une situation conflictuelle et accusent le gouvernement de vouloir imposer la privatisation en secret, au profit de quelques entreprises privées choisies. La fédération des ingénieurs de

l'électricité, *All India Power Engineers' Federation (AIPEF)*, a déclaré qu'il s'agissait d'une « méga escroquerie » du gouvernement. Le Président de l'AIPEF, **Shailendra Dubey**, a déclaré que les craintes de la privatisation étaient tout à fait justifiées, avant même que le Parlement adopte le projet de loi sur l'électricité indienne en 2014 ».

Laos : Tandis qu'un [nouvel hôpital de luxe privé se construit à Vientiane](#), des milliers de personnes doivent se rendre en Thaïlande pour être soignées. « Vientiane compte plusieurs hôpitaux publics qui offrent des services médicaux, mais de nombreuses personnes doivent aller en Thaïlande pour avoir un traitement médical, **et ces déplacements se chiffrent en millions de dollars chaque année**. Des données récentes indiquent qu'il y a actuellement au Laos 17 hôpitaux privés et plus d'un millier de cliniques privées, dont des cliniques étrangères qui ont obtenu l'agrément professionnel de santé du Laos qui les autorise à ouvrir des établissements à Vientiane ».

Nouvelle-Zélande : [Une vague de privatisation menée par des investisseurs étrangers s'abat sur les terrains publics du High Country](#). « En plus d'une décennie, la plus-value est d'environ **37.000%**, sans que cela ait rapporté quoi que ce soit au contribuable et, au final, une partie considérable de la terre s'est retrouvée entre les mains d'un propriétaire privé, un milliardaire américain, alors que le public doit se contenter d'une fine bande de terre qui entoure cette zone. La plus-value issue de la propriété n'étant pas généralement taxée, **le contribuable ne voit quasiment rien de l'argent qui s'accumule pendant que la valeur de ces merveilleuses terres – qui lui appartenaient jadis – ne cesse d'augmenter** ».

Pakistan : Les personnels de santé [menacent de provoquer l'agitation dans l'ensemble du pays pour protester contre le programme de privatisation du gouvernement](#). Lors d'une conférence de presse qui a fait salle comble dans un hôpital, « les différentes associations de responsables de la santé, notamment la **Pakistan Medical Association (PMA)**, la **Young Doctors Association (YDA)**, la **Punjab Health Alliance**, ainsi que les **personnels paramédicaux**, la **Lady Health Workers Association** et d'autres organisations ont lancé des slogans contre le gouvernement et vivement critiqué le projet de privatisation des services de santé. Les organisateurs de la manifestation ont signalé qu'ils avaient donné deux semaines au gouvernement pour renoncer totalement à la politique de privatisation et d'externalisation. 'Aujourd'hui, tous les employés ont mis de côté leurs problèmes, ils sont unis contre la privatisation', a noté **le dirigeant de la YDA pour le Pendjab, le Dr Maroof Venice**. Il a précisé **qu'après la privatisation, les prix des examens médicaux et d'autres services de santé augmenteraient de 300%, ce qui porterait préjudice à la grande partie de la population déjà défavorisée**. 'L'éducation et la santé relèvent de la responsabilité du gouvernement. Comment peut-il privatiser ces services ?' a-t-il fait remarquer ».

Thaïlande : Les contrats signés pour allonger la ligne violette des transports en commun de Bangkok, de Tao Poon à Rat Burana, [seront bientôt soumis aux enchères](#). Le journal *Bangkok Post* signale qu'une des options vise à autoriser les entreprises privées à investir dans la construction et l'exploitation du projet d'allongement de la ligne **dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP)** ».

Amériques

La Barbade : Le Conseil exécutif du FMI, qui exerce une [pression soutenue sur la Barbade en faveur des mesures d'austérité et de la privatisation](#), a publié [son évaluation](#), qui précise que « **le retard pris dans la privatisation contribue à affaiblir les réserves** ».

Brésil : [La privatisation des actifs de l'État en matière d'assainissement a pris du retard](#), le gouvernement de Temer n'ayant pas finalisé ses plans de « partenariats public-privé ». Les PPP ou les privatisations ne devraient pas voir le jour avant 2019. « Sanepar, une des entreprises d'assainissement appartenant à l'État du Paraná,

cherchait des partenariats public-privé pour améliorer son fonctionnement lorsqu'elle a rejoint le programme fédéral. 'C'est un PPP qui devait être mis en place au début du processus de participation du secteur privé aux infrastructures (PPI), mais en fin de compte les termes ont changé et l'opération s'est transformée en privatisation, qui était contraire aux intérêts de l'entreprise. C'est à ce moment-là que la question a disparu du programme', explique João Martinho Cleto Reis Junior, le Directeur des investissements de Sanepar ».

Brésil : [Les employés du métro de São Paulo organisent une grève de 24 heures pour protester contre les projets de privatisation](#) concernant six lignes. « Dans la journée, un tribunal de la ville a rendu une ordonnance pour suspendre l'adjudication, sans toutefois l'annuler. Un juge de la ville a critiqué le projet, le qualifiant de '**privatisation financée par des ressources publiques**'. Le juge 'a estimé que la somme minimale fixée à payer par l'adjudicataire, environ 180 millions BRL [56 millions USD], était largement inférieure au coût de la construction des deux lignes de métro, s'élevant à 7 milliards BRL [2,2 milliards USD]' ».

Brésil : Le juge d'une cour supérieure [a annulé l'injonction qui suspendait la mesure provisoire de privatisation de la compagnie d'électricité Eletrobras](#) et de ses filiales.

Canada : Le géant de l'assurance Fairfax **a approuvé le projet d'acheter des activités phares de l'entreprise britannique de sous-traitance Carillion, qui vient de faire faillite, ce qui sauverait près de 4500 emplois.** Toutefois, l'avenir des autres contrats de service de Carillion n'est pas clairement mentionné en ce qui concerne les contrats passés pour [les autoroutes de l'Ontario](#) et [le rôle de l'entreprise dans le partenariat public-privé pour la construction d'un nouvel hôpital psychiatrique](#) à North Battleford, dans le Saskatchewan. Les travailleurs et le grand public [exigent une adjudication pour sauver le projet d'hôpital et les services dispensés dans d'autres hôpitaux](#). « Cet appel collectif est lancé par **Unifor et le syndicat Ontario Council of Hospital Unions (OCHU/CUPE)**, qui représente des centaines d'employés de l'hôpital William Osler Health System, de l'hôpital royal d'Ottawa, du centre hospitalier Halton Healthcare et de l'hôpital de Sault Area, qui ont **tous des contrats de service avec Carillion**. Les employés de ces hôpitaux comptent parmi les 6000 travailleurs canadiens touchés par la faillite de Carillion ».

En tout état de cause, l'effondrement de Carillion jette une ombre sur le modèle des PPP : « **À une époque où les autorités provinciales et nationales vantent plus que jamais les mérites des PPP et de la privatisation, la faillite de Carillion vient directement contredire leurs arguments** ». Le Nouveau Parti démocratique de l'Ontario (NDP) [affirme](#) : « En 2014, le vérificateur comptable général de l'Ontario a signalé qu'une opération de PPP risquée coûtait aux familles de l'Ontario 8 milliards de dollars supplémentaires. **Il est temps de tirer enfin des enseignements des erreurs de la privatisation, et de suivre un chemin plus intelligent** ».

États-Unis : « [Trump veut vendre notre eau à Wall Street](#) », déclare l'organisation de défense de l'alimentation et de l'eau **Food & Water Watch**. « La majeure partie de ce programme consiste à **augmenter les tarifs et à privatiser les systèmes publics**. Les factures d'eau devront exploser pour que Wall Street en tire un bénéfice, ce qui se traduira par des factures exorbitantes et davantage de coupures d'eau. **Food & Water Watch a étudié le prix de la privatisation : les systèmes d'eau privés facturent 59% de plus que les systèmes publics** ».

États-Unis/Porto Rico : La représentante démocrate Nydia M Velázquez (New York) est à la tête de [l'opposition aux projets de privatisation de l'agence de statistiques de Porto Rico](#). « Dans un courrier bipartite adressé au Bureau de la direction et du budget, les membres du Congrès ont écrit que la crise humanitaire actuelle et les difficultés économiques de l'île nécessitaient des données précises et fiables, et que la suppression de l'indépendance de l'institut de statistiques PRIS **pourrait compromettre sa crédibilité**. Les membres du Congrès ont également demandé que Porto Rico soit intégré à d'autres programmes fédéraux de statistiques pour combler les lacunes existant en matière de statistiques à Porto Rico ».

États-Unis/Porto Rico : Seulement deux semaines après avoir annoncé qu'il comptait [privatiser la compagnie d'électricité de l'île](#), le Gouverneur Ricardo Rosselló [a fait part de son intention de privatiser les écoles publiques](#) en instaurant des écoles sous contrat et en proposant des bons pour payer les écoles privées. **La Présidente du syndicat d'enseignants *Asociación de Maestros de Puerto Rico*, Aida Diaz, et le Président de la fédération de l'enseignement *American Federation of Teachers*, Randi Weingarten, ont dénoncé ces propositions.** « Le Gouverneur Rosselló fait le contraire de ce qu'il faudrait faire : suite aux ouragans Irma et Maria, **il doit investir dans les écoles publiques** pour soutenir et stabiliser l'apprentissage des enfants, **au lieu d'abandonner le public et de privatiser les écoles.** On ne peut pas prétendre subvenir aux besoins urgents des enfants de Porto Rico, notamment en renforçant l'enseignement technique et bilingue, ni subvenir aux besoins des enseignants, en proposant par exemple un perfectionnement professionnel, du matériel ou une augmentation de salaire, et en même temps annoncer **qu'on ferme les écoles publiques, qu'on distribue des bons pour le privé et qu'on réoriente les fonds dans des chaînes d'écoles sous contrat** ».

États-Unis : Certains États ont signalé qu'ils dépensaient chaque année plus de 10 milliards USD en fonds fédéraux et fonds d'État pour financer l'industrie des soins destinés aux bénéficiaires de l'aide, « même si cette industrie évolue dans un patchwork de normes vagues et que la surveillance réglementaire est assez limitée de la part de l'État fédéral et des autorités des États ». Des enquêteurs fédéraux ont trouvé « [d'énormes lacunes dans la réglementation des établissements offrant de l'aide](#) et, selon eux, ce manque a probablement compromis les soins de plusieurs centaines de milliers de personnes dépendantes de cette industrie florissante », souligne le *New York Times*. « Le gouvernement fédéral ne dispose même pas des informations élémentaires sur la qualité des services d'aide apportés aux personnes à faible revenu bénéficiant de Medicaid, d'après ce qu'a indiqué dans un rapport le Government Accountability Office, la branche non partisane d'investigation du Congrès » [[rapport du GAO](#)]. Donald Trump se vante du nombre de réglementations qu'il a supprimées, mais le *Chicago Tribune* [s'inquiète des conséquences de ces mesures sur le long terme](#).

États-Unis : [La surveillance des établissements judiciaires pour mineurs par des sous-traitants ne répond pas aux attentes](#), révèle un [nouveau rapport](#) réalisé par un vérificateur comptable général de Floride. « Deux contrats sur les dix concernaient des jeunes détenus considérés comme 'dangereux', ce qui obligeait les responsables à contrôler les résultats des sous-traitants sur le terrain. **Or, les visites n'ont jamais eu lieu, et la surveillance des sous-traitants ne consistait qu'en une simple 'vérification de bureau'**, c'est-à-dire un examen purement administratif. Ces deux contrats de sous-traitance ont coûté 36,7 millions USD à la Floride ».

Mexique : Claudia Sheinbaum Pardo, candidate potentielle du parti Morena, pense que [le gouvernement doit opposer son veto à une nouvelle loi sur la privatisation de l'eau](#), parce que cette loi doit avant tout être réexaminée de manière approfondie, en particulier la partie « **qui ouvre la porte à la privatisation** ».

Europe

Espagne : Plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Saint-Jacques de Compostelle [contre la privatisation des services publics de santé](#). **Les dirigeants des centrales syndicales CIG, CCOO et UGT en Galice** étaient en tête du cortège, ainsi que les porte-parole d'*En Marea* et de *BNG* et des représentants de la plateforme de santé *SOS Sanidade Pública*, organisatrice de la manifestation.

Espagne : Le Premier ministre Rajoy [donne 60 millions EUR pour soutenir les services pénitentiaires privés à but lucratif](#). « Des syndicats du secteur carcéral tels que l'*Asociación Profesional de Funcionarios de Prisiones* (*APFP*) critiquent cet investissement qui, selon eux, **ne résout en rien la crise du personnel qui travaille à l'intérieur des prisons**, étant donné que les agents de sécurité privés sont responsables de la sécurité

seulement à l'extérieur des établissements et que cette tâche est déjà confiée à la garde civile et à la police nationale ».

Espagne : Depuis quelques années, les coupes budgétaires et le manque de financement [affaiblissent le modèle de privatisation des services sociaux](#) de la ville de Cifuentes ; en effet, certaines entreprises se tiennent à l'écart du processus d'appel d'offres, abandonnant ainsi le service public. **Or, la remunicipalisation est également bloquée.** « Depuis 2015, plusieurs administrations locales et régionales essaient, non sans difficultés, de reprendre la gestion directe des services dans le secteur de la santé ou de l'approvisionnement en eau, par exemple. Face à la résistance que manifestent le gouvernement central et les concessionnaires pour revenir sur la privatisation, ces projets ont fini **devant les tribunaux, qui commencent à soutenir l'inversion de la privatisation** ».

Grèce : Yanis Varoufakis, ancien Ministre des Finances et éminent économiste, [dénonce la privatisation du port de Thessalonique](#). En ce qui concerne le Vice-ministre de l'Économie et du Développement, Stergios Pitsiorlas, Varoufakis écrit : « il est intéressant de constater que, dans son article enthousiaste sur la vente du port de Thessalonique, **il n'a rien dit au sujet de l'intérêt que représente cette vente** : par exemple, quel est le montant minimum des investissements que l'acheteur s'engage à faire dans les 24 mois qui viennent ? Quel genre de relations de travail sera-t-il tenu d'offrir aux employés ? Quelles sont les synergies garanties avec la compagnie de chemins de fer privatisée OSE et avec le groupe chinois Cosco, auquel a été vendu le port du Pirée ? Le silence du Vice-ministre sur ces questions a une raison : **l'acheteur n'a pris aucun des engagements qui rendraient la privatisation du port fructueuse pour Thessalonique ou pour la Grèce en général** ».

Irlande : [Les législateurs critiquent la décision du Ministre de la Santé, Simon Harris, de faire appel aux hôpitaux privés pour remédier à la grave pénurie de lits](#). « La porte-parole du secteur de la santé du Sinn Féin, Louise O'Reilly, dénonce ce qu'elle qualifie de '**privatisation de la santé publique**'. 'Cette décision met en doute la compétence du gouvernement, et en particulier celle de Simon Harris, indique-t-elle. Ce gouvernement dirigé par le Fine Gael a laissé la crise du secteur de la santé atteindre des niveaux jusqu'alors inédits et maintenant il semblerait que **d'autres financements soient alloués au secteur privé, au lieu d'être consacrés au secteur public**. M. Harris doit nous donner tous les détails de ce que cela va coûter et dans quels services publics de santé il va procéder à des coupes pour financer cette opération. Il est indispensable que les patients soient auscultés et soignés, mais dans le service public' ».

Malte : L'opposition [a critiqué le processus de privatisation concernant plusieurs hôpitaux](#) pour son manque de transparence. « Un protocole d'accord entre l'entreprise Vitals et le gouvernement a été signé en février l'année dernière, **avant même que la demande de proposition au sujet des hôpitaux ait été présentée**. C'est suffisant pour s'interroger », observe Stephen Spiteri, député nationaliste et porte-parole dans le domaine de la santé. « Par ailleurs, **outre le problème de transparence, Vitals n'a pas travaillé dans le secteur de la santé et n'a jamais géré d'hôpitaux**. Quand on accorde un appel d'offres, la logique voudrait qu'on choisisse quelqu'un qui a de l'expérience ».

Royaume-Uni : Le quotidien *The Guardian* signale que « [les quatre contrats qui ont achevé Carillion](#) ont provoqué une catastrophe, pas seulement pour les employés et les contribuables, mais aussi pour **la politique de partenariat public-privé** ». L'effondrement de la société de sous-traitance et de construction **a porté un coup fatal à cette croisade de la privatisation** qui fragilise les services publics britanniques depuis les années Thatcher. « Deux contrats concernaient la construction de deux nouveaux hôpitaux très attendus, et dont les travaux ont été interrompus immédiatement après l'annonce de l'effondrement de l'entreprise ». Les deux autres contrats portaient sur une route écossaise et un aménagement à Doha.

La Secrétaire d'État au Développement international, la députée de l'opposition Kate Osamor, [a chargé les travaillistes de faire cesser 'l'escroquerie' des initiatives de financement privé à l'étranger](#). « La privatisation à l'étranger gaspille l'argent que le gouvernement affecte à l'aide », écrit Osamor dans le magazine [The New Statesman](#). La demande d'Osamor **intensifie la pression exercée sur le gouvernement pour mettre fin à l'hypocrisie**.

Royaume-Uni : Les membres de UNISON de trois hôpitaux du Lancashire s'apprêtent à [lancer un mouvement de grève pour protester contre le projet d'externaliser leurs emplois au sein d'une nouvelle entreprise](#) en mai prochain. « **Sean Gibson, syndicaliste de UNISON dans la région nord-ouest**, fait savoir que le vote consultatif a démontré la 'profonde inquiétude' des membres du personnel face à ce qu'il qualifie de 'propositions préjudiciables'. **'Des services de restauration, de nettoyage et de gardiennage de bonne qualité sont tous indispensables à l'efficacité des hôpitaux et au ressenti des patients**. Le personnel en charge de ces services constitue un élément essentiel de l'équipe du système de santé britannique NHS et doit continuer d'être directement employé par le NHS – et non être transféré à une société externalisée distincte. **Les projets des dirigeants sont destinés à réduire les coûts au détriment du personnel et pourraient conduire à une privatisation en sous-main. Nous ne voulons pas qu'un autre Carillion ou qu'un autre Capita participe davantage à notre NHS** ».

Royaume-Uni : Patients, personnel et citoyens [ont organisé une manifestation contre le « manque de financement et l'externalisation » du NHS à l'hôpital de Warrington](#). « Personne ne croit les mensonges au sujet de l'investissement ou des effectifs », affirme Stephen Armstrong, un bénévole. « **Dans tout le pays, les gens ordinaires se réunissent pour défendre leur NHS et rejeter la privatisation et l'externalisation. Ce n'est que le début** ».

Royaume-Uni : « [Nos bus seraient plus efficaces s'ils étaient dans le secteur public](#) » déclare le groupe militant britannique *We Own it* dans le cadre de la campagne qu'il mène pour le retour des services de bus du Royaume-Uni dans le secteur public. Il y a 30 ans, les services de bus britanniques ont été déréglementés et privatisés. L'opération s'est révélée catastrophique : les tarifs ont augmenté et les parcours qui n'étaient pas rentables ont été supprimés. Depuis la privatisation, il y a deux fois moins de trajets en bus en dehors de Londres. Suite à la privatisation, au cours de la décennie précédant 2013, pas moins de 2,8 milliards GBP ont été perdus au profit des actionnaires et les tarifs ont augmenté de 35% au-dessus de l'inflation depuis 1995 en Angleterre (autour de Londres).

Ukraine : Le gouvernement [a l'intention de faire intervenir des investisseurs indiens dans son programme de privatisation](#) dans les domaines des transports, de l'énergie verte, de la coopération sur l'innovation, des technologies de l'information et de l'économie numérique.

[L'Internationale des services publics \(ISP\)](#) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.